

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article9345>

# **La démocratie pakistanaise tente de réduire l'emprise de ses services secrets militaires**

- Défense - International -



Date de mise en ligne : mardi 25 novembre 2008

---

**Spyworld Actu**

---

La mesure était attendue de longue date. Les services secrets militaires pakistanais, Inter Services Intelligence (ISI), véritable "Etat dans l'Etat" habitué à faire et défaire les gouvernements, sont désormais officiellement interdits d'ingérence dans la vie politique intérieure pour mieux se consacrer à la menace terroriste et aux périls extérieurs. Le ministre des affaires étrangères, Shah Mahmood Qureshi, a annoncé, dimanche 23 novembre, que la "branche politique" de l'ISI était démantelée.

Cette réforme du principal organe d'espionnage et de sécurité du pays devrait en principe consolider les institutions civiles dans un Pakistan dirigé par les militaires durant plus de la moitié de ses soixante ans d'existence. Dans l'immédiat, elle met à l'abri d'éventuelles tentatives de déstabilisation le gouvernement du Parti du peuple pakistanais (PPP) - le mouvement du clan Bhutto -, qui a pris les rênes du pouvoir après neuf ans de règne militaire (1999-2008) de Pervez Musharraf, l'ancien général-président poussé vers la sortie cet été. Le PPP prend là une sorte de revanche sur l'Histoire.

Au lendemain de la pendaison, en 1979, de son fondateur, l'ex-premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, le parti n'avait cessé d'être la cible des manoeuvres de l'ISI durant ses années de pouvoir (1988-1990, 1993-1996) ou d'opposition. Au-delà du PPP, l'ISI visait toute forme de menace potentielle pour la nomenclatura politico-militaire qui a mis le pays en coupe réglée depuis son indépendance en 1947.

Division des partis, trucage des élections, disparitions d'activistes, les méthodes les plus brutales et les plus sophistiquées n'ont pas manqué pour imposer l'ascendant des militaires sur la société civile, au point d'avoir gravement handicapé l'émergence d'une culture démocratique au Pakistan.

Sur le papier, l'ISI a toujours été placé sous la tutelle du premier ministre. Cette sujétion formelle était en réalité largement fictive, les chefs du gouvernement ayant toujours été faibles dans l'histoire pakistanaise.

Dans les faits, l'ISI, agence purement militaire, ne rendait de comptes qu'au chef d'état-major des armées. Fin juillet, le PPP avait tenté de prendre le contrôle de cette forteresse en la plaçant sous l'autorité du ministère de l'intérieur. Le premier ministre, Youssouf Raza Gilani, avait annoncé cette décision avant son départ pour Washington, où il devait rencontrer le président George Bush, une manière de rassurer les Américains qui s'inquiétaient de plus en plus ouvertement des liens troubles noués entre l'ISI et certains groupes djihadistes. La tentative vira au fiasco. Le général Ashfaq Kayani, chef d'état-major des armées, qui n'avait pas été consulté, fit reculer le gouvernement.

Perdre le contrôle de l'ISI était plus que ne pouvait supporter le général Kayani, qui avait par ailleurs honorablement joué le jeu de la transition démocratique. La fermeture de la branche politique de l'ISI est davantage acceptable. Elle consacre un compromis entre l'armée, qui entend conserver la mainmise sur l'agence, et le pouvoir civil qui veut la dépolitiser. Ce qui ne signifie pas que le risque d'ingérence soit définitivement écarté. "Il serait erroné d'assumer que l'ISI fermera les yeux sur la vie politique", met en garde, mardi 25 novembre, un éditorial du quotidien The News, qui préfère parler d'un "réalignement des priorités".

Cette réforme en cours des services secrets militaires pakistanais est observée de près par l'Inde, qui dénonce régulièrement "la main de l'ISI" dans les attentats qui visent ses intérêts. Le chef d'état-major interarmées américain, Michael Mullen, avait transmis, début juillet, au premier ministre pakistanais des éléments prouvant, selon lui, l'implication de l'ISI dans l'attentat-suicide du 7 juillet, dans la capitale afghane, contre l'ambassade de l'Inde.

Cette réforme est enfin suivie avec attention à Kaboul et dans les capitales occidentales, où l'on n'était plus dupe ces derniers temps de l'ambivalence de l'armée pakistanaise dans sa lutte contre le terrorisme islamiste.

*Post-scriptum :*

<http://www.lemonde.fr/asi-pacifiq...>